

Comment le mandat donné a été exécuté

Contrairement au mandat de Huyghens, nos délégués au gouvernement de Front populaire à direction socialiste n'ont pas, appuyés sur le Parti et sur les masses elles-mêmes, engagé résolument la lutte contre les féodalités capitalistes, la lutte pour la paix.

Après avoir rappelé ce que le Parti a voulu, voyons maintenant comment les engagements pris ont été tenus.

On n'a pas engagé la lutte contre les féodalités capitalistes

Le programme du Rassemblement populaire, autant que la résolution unanime du Congrès de Huyghens, donnaient à nos délégués la mission impérative de lutter contre les oligarchies capitalistes et d'amorcer les réformes plus profondes, libérant le peuple de la féodalité économique. Ces engagements n'ont pas été tenus. Sous la pression des masses, un certain nombre de lois sociales, que nous croyons inutile de rappeler ici et dont nous ne méconnaissons nullement l'immense portée, ont été votées. Mais les oligarchies capitalistes, restées maîtresses de l'économie, ont continué à dominer l'Etat. Le gouvernement a progressivement capitulé devant le « mur d'argent ». Evolution qui se résume en trois étapes, que l'on peut désigner ainsi : *reflation, dévaluation, et... déflation.*

Au lendemain des élections, Blum et Vincent Auriol multiplièrent à l'envi les déclarations hostiles à la dévaluation, affirmant le maintien intégral de la monnaie. D'où cette conséquence : l'argent qu'on ne pouvait obtenir par le truc de la dévaluation, on le demanda au pays sous forme d'emprunt. Ce fut la « reflation ». Loin de se précipiter dans les caisses de l'Etat, les capitaux s'en allèrent à l'étranger et l'encaisse-or de la Banque de France diminua de 15 à 20 milliards. Dans ces conditions, l'emprunt ne séduisit que les gens qui n'avaient pas d'argent : ouvriers, paysans, petits bourgeois, favorables au Front populaire. Au lieu des dix milliards attendus, on ramassa quatre milliards... La politique de « reflation » avait rendu le dernier soupir, d'autant plus rapidement que les Chambres — comme on le rappellera plus loin — votèrent de nouveaux crédits militaires.

L'échec de la « reflation » aurait pu servir de prétexte au gouvernement pour, en s'inspirant du programme de Rassemblement populaire, prendre certaines mesures de contrôle sur les banques et les changes. Il n'en fut rien. Aucun embargo ne fut mis sur l'or, et... la dévaluation, tant honnie quelques se-

maines auparavant, devint officielle le 1^{er} octobre. Dans le projet de loi, on ignora les spéculateurs sur les matières premières et les denrées coloniales comme le coton et le café, mais on frappa, au moins théoriquement, les exportateurs d'or et les spéculateurs sur la monnaie. En revanche, sous la pression du Sénat, on renonça à l'échelle mobile des salaires. En somme, le gouvernement reprenait à son compte la thèse des capitalistes défendue par Paul Reynaud : « la dévaluation et rien autour ». Première capitulation. Pour se justifier, le gouvernement affirma, contre tout bon sens, que les prix n'augmenteraient pas : première erreur. Et l'on vit ce qui était inévitable et que nous avions prévu : la hausse des prix, tout à fait illégitime, le sabotage patronal, malgré les inefficaces « commissions de surveillance des prix »...

A la croisée des chemins

L'exode des capitaux continua. Les mois d'octobre et de novembre sont décisifs pour l'orientation du Front populaire. Il est à la croisée des chemins et doit décider s'il appliquera les mesures de contrôle prévues au programme ou s'il laissera toute liberté aux mouvements de capitaux et aux manœuvres capitalistes. C'est la deuxième voie que choisit Vincent Auriol : le 16 décembre, il suspend toute poursuite contre les spéculateurs et les porteurs d'or; il proclame la liberté totale des capitaux et leur offre des titres faisant prime au remboursement : deuxième capitulation. Le nouveau théoricien Spinasse fait l'éloge de la liberté économique indispensable, selon lui, à la liberté politique : deuxième erreur.

Nous sommes sur la pente savonnée; malgré toutes ces concessions au capital, celui-ci se dérobe toujours. Pour sauver la monnaie, les banquiers de Londres daignent nous avancer quatre milliards de francs; dans les discours officiels, cet asservissement à la finance anglo-saxonne se transforme en « alliance des grandes démocraties ». Magie des mots! Condition posée par les prêteurs : réaliser la « pause » le plus vite possible. Malgré cela, les banques sont rétives, l'argent est rare et... nous voici à la troisième étape.

Le capitalisme expose ses exigences; il veut bien — momentanément — sauver le Trésor pourvu que son patriotisme si cha-

toilleux n'en souffre pas. Il obtient du gouvernement le paiement de l'or au cours mondial et l'emprunt dit « de Défense nationale » avec option et garantie de change, c'est-à-dire avec la possibilité pour le souscripteur de toucher les intérêts et de se faire rembourser le capital en la monnaie de son choix. Ainsi, non seulement on renonce à poursuivre l'évasion des capitaux, mais on la récompense officiellement.

Mais une pareille capitulation ne suffit pas au capitalisme; il lui en faut trois autres pour assurer sa « sécurité » :

1° La mise en tutelle du gouvernement par des représentants des trusts : Rueff, ex-collaborateur de Laval; Rist, administrateur de la Banque de Paris et du canal de Suez; Baudouin, administrateur de la Banque d'Indochine;

2° L'arrêt de toute réforme sociale, le renvoi aux calendes grecques d'un certain nombre de revendications importantes inscrites au programme du Rassemblement populaire, telles que le fonds national de chômage, la retraite des vieux travailleurs, les grands travaux, etc.;

3° La suppression pratique de la carte d'identité fiscale votée par les Chambres, ce qui signifie la prime à la fraude.

L'atmosphère politique dans laquelle a débuté la « pause » montre clairement que le gouvernement n'a pas choisi délibérément, pour des raisons tactiques, le moment de suspendre toute réforme, mais que celui-ci lui a été imposé par le capitalisme et ses agents radicaux au sein même du Front populaire.

Le chantage capitaliste

Qu'on se rappelle le discours de Lyon (24 janvier), où Léon Blum annonçait le départ d'un train de réformes capitales : fonds de chômage, retraite des vieux, caisse des calamités agricoles! Qu'on le rapproche des déclarations du Conseil national (14 février) et de Saint-Nazaire (21 février), au lendemain des attaques de Flandin et de Paul Reynaud : on verra très clairement que, en cette circonstance comme, en tant d'autres, le gouvernement a cédé devant le chantage financier, qu'il a cédé devant les conséquences de sa propre politique de liberté aux capitaux et aux spéculateurs.

Si le gouvernement s'est imaginé qu'il se libérerait de la finance en tendant le cou à

son lacet doré, il s'est lourdement trompé. Au début de mai, les difficultés renaissent à nouveau; les changes se tendent, le fonds d'égalisation se vide et les banquiers de Paris et de Londres, les Rueff, Baudouin et Rist, parlent en maîtres.

Léon Blum, dans son discours « historique » et « présidentiel » du 7 mai à la Chambre doit confirmer que les grands travaux, la retraite des vieux travailleurs, etc., sont renvoyés à des temps meilleurs. Et M. Campinchi, exprimant la volonté des trusts, ordonne : « Le gouvernement doit fixer une limite au delà de laquelle il saura dire NON quand ce sera NON ».

On n'a pas engagé la lutte pour la paix

Le Quai d'Orsay, bon agent de l'impérialisme capitaliste, ne connaît, aussi bien sous la tutelle hargneuse de Poincaré que sous la houlette bonhomme de Herriot, qu'une seule politique : le maintien de l'hégémonie française en Europe, fondée sur la vassalité de l'Allemagne, est, depuis 1919, pour notre bourgeoisie, un article de foi qui s'est maintenu fermement à travers toutes les vicissitudes de la politique parlementaire, que ce soit celle du Bloc national ou celle du Cartel des gauches. Le programme du Front populaire, bien que fort timide, esquissait cependant un geste de rupture avec le passé; révision des traités dangereux pour la paix, abolition de la diplomatie secrète, ces points s'inscrivaient en progrès sensible sur la pratique passée des « gouvernements de gauche ».

Hélas! la victoire du Front populaire ne changea pratiquement rien aux anciennes méthodes diplomatiques qui pensent réaliser la paix européenne à l'aide de sourires glacés ou de menaces en carton, sans chercher à résoudre les véritables problèmes de la distribution des produits et de la suppression des barrières douanières. Si, de temps en temps, on parle de conférence internationale qui lierait la limitation des armements à des accords politiques, économiques et financiers entre les trois vieilles « démocraties » et les Etats totalitaires, on attend toujours, en cette matière comme en tant d'autres, une initiative résolue du gouvernement du Front populaire, capable, non de suivre, mais d'entraîner les autres pays dans la voie d'une paix constructive.

Est-il nécessaire de rappeler ici les vastes

Triste exemple en vérité : nos camarades allemands, remarquez-le bien, ne se faisaient guère d'illusions sur les possibilités de réalisations socialistes que leur participation au pouvoir pouvait ouvrir : ils y étaient entrés surtout pour travailler à l'organisation de la paix en consolidant des institutions républicaines toutes neuves. Or, ce programme très spécial et dont la réalisation ne portait pas directement atteinte aux privilèges du capitalisme, nos camarades n'ont pu le réaliser. La logique de l'Etat de classe a été plus forte que leur bonne volonté.

J.-B. SEVERAC.
(Lettres à Brigitte.)